
La politique russe dans l'Arctique et la modernisation de la Flotte du Nord



Pavel Baev

Août 2012

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2012

ISBN : 978-2-36-567-045-6

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : accueil@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : urbanczyk@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- D. Fean, « La Russie et l'OMC, mariage d'amour ou de raison ? » *Russie.Nei.Visions*, n° 64, février 2012 ;
- A. Sidorenko, « Le Web russe : espace de tensions entre la société et l'État », *Russie.Nei.Visions*, n° 63, décembre 2011 ;
- N. Arbatova, « Italie, la voix de la Russie en Europe ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 62, septembre 2011.

Les archives de *Russie.Nei.Visions* sont accessibles à l'adresse [<www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/>](http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/)

Auteur

Pavel Baev est professeur chercheur à l'Institut de recherche sur la paix (PRIO) d'Oslo et chercheur associé à la Brookings Institution (Washington DC). Diplômé en 1979 en géographie politique à l'Université d'État de Moscou (MGU), il a travaillé dans un institut de recherche placé sous la tutelle du ministère de la Défense de l'URSS. En 1988, il a soutenu une thèse en relations internationales à l'Institut des États-Unis et du Canada à l'Académie des sciences de Russie, et a travaillé à l'Institut de l'Europe à Moscou avant de rejoindre le PRIO en octobre 1992. De 1995 à 2001, il a été rédacteur en chef de *Security Dialogue*, la revue trimestrielle du PRIO, et membre du conseil d'administration de ce même Institut de 1998 à 2004. Ses recherches sur la politique énergétique et la politique russe dans Arctique sont financées par le Conseil norvégien de la recherche. Ses autres sujets de recherche concernent l'énergie et la sécurité dans les relations entre la Russie et l'Europe, l'évolution de l'armée russe et la gestion postsoviétique des conflits dans le Caucase et la Caspienne. Il dirige une rubrique hebdomadaire dans *Eurasia Daily Monitor* de la [Fondation Jamestown](#). Son dernier ouvrage, *Russian Energy Policy and Military Power*, a été publié chez Routledge (Londres) en 2008.

Sommaire

RÉSUMÉ.....	4
INTRODUCTION	6
QUESTION ARCTIQUE ET CRISE POLITIQUE.....	8
FLOTTE DU NORD ET RÉFORME MILITAIRE	10
Difficultés du Boulava et du Borey.....	10
L'achat de Mistral	12
Risques d'accident	15
POLITIQUE ARCTIQUE	17
CONCLUSION.....	20

Résumé

Dans la région de l'Arctique, la politique étrangère de la Russie, sa politique intérieure et sa politique de sécurité apparaissent comme mal articulées, voire peu compatibles entre elles. La position de force qu'occupe la Russie en raison de sa supériorité militaire et de l'ambitieuse modernisation de ses forces stratégiques devrait lui assurer une forte influence et des avantages évidents. En réalité, le renforcement de ses capacités militaires éveille la suspicion des pays voisins qui en appellent à l'OTAN pour une meilleure surveillance de son ancien « flanc septentrional ». La forte concentration d'unités navales et d'entreprises du secteur militaro-industriel dans les régions de Mourmansk et d'Arkhangelsk est censée apporter une base de soutien solide au régime de Poutine, mais les difficultés rencontrées par la réforme militaire mécontentent les forces armées, tandis que les difficultés de financement du programme de construction navale sont à l'origine de tensions sociales. Le discours officiel sur l'extension de la coopération arctique et l'ouverture de la voie maritime du Nord suscite un scepticisme croissant dans la région Nord-Ouest de la Russie. Les démonstrations de mécontentement y revêtent une importance « stratégique », en raison de l'intérêt que leur portent les voisins nordiques et du fait que la Flotte du Nord risque d'être engagée dans la région et de subir les conséquences de mouvements sociaux.

Les projets de renforcement stratégique se révèlent hasardeux : au lieu de contribuer à la sécurité et de servir de courroies de transmission à l'usage du Kremlin, les unités militaires basées sur la péninsule de Kola sont source d'instabilité politique :

- Le programme de déploiement d'une nouvelle génération de sous-marins stratégiques est tributaire des tests finaux du missile Boulava et nécessite une concentration massive de ressources ;
- Les projets de construction de deux navires d'assaut amphibies de classe *Mistral* (en plus des deux autres bâtiments construits en France) pour les flottes du Pacifique et de la mer Noire prouvent que la Flotte du Nord ne pourra guère jouer un rôle majeur au sein de la Marine russe. Ses infrastructures militaires se détériorent ;
- La précipitation politique avec laquelle ont été décidées la construction de sous-marins et la production massive de missiles augmente le risque de défaillances techniques,

d'erreurs humaines, voire d'accidents impliquant des armes et des réacteurs nucléaires.

S'il est très axé sur la sécurité et la défense du territoire et s'appuie sur une implication profonde dans le commerce du gaz, l'intérêt de Vladimir Poutine pour la géopolitique de l'Arctique est également teinté de préoccupations écologiques. Le projet fétiche du nouveau président est de parvenir à étendre le territoire de la Russie en prenant possession de plus d'un million de kilomètres carrés situés entre les crêtes sous-marines Lomonossov et Mendeleev, ce qui ne peut se faire qu'avec l'accord de ses voisins arctiques. C'est pourquoi le Kremlin est déterminé à établir des relations de coopération poussées avec le Conseil de l'Arctique et à améliorer ses relations bilatérales avec ses voisins. La crise politique russe risque cependant de nuire au projet de Poutine de renforcer des relations basées sur la confiance personnelle et pourrait conduire à des tensions, voire à un isolement, ce qui n'augure rien de bon pour la politique arctique de la Russie.

Introduction

L'armée n'a en principe rien à voir avec les objectifs définis dans la stratégie arctique de la Russie : exploitation de nouveaux gisements pétroliers et gaziers, réouverture de la voie maritime du Nord (Sevmorpout) ou protection d'un environnement à l'équilibre précaire¹. Or, le renforcement du Conseil de l'Arctique et les démarches en faveur d'une nouvelle expansion du plateau continental sont pour le Kremlin clairement liés aux projets de développement de la puissance militaire russe, et notamment de la Flotte du Nord. Vladimir Poutine a involontairement établi cette correspondance en répondant à la question sur le projet de réouverture du Sevmorpout posée par Arthur Tchilingarov, célèbre explorateur polaire :

« Techniquement, les stations polaires contribuent à la sécurité du Sevmorpout. De nouveaux sous-marins arriveront demain à Sevmash* après avoir passé avec succès les tests en usine et les essais en mer. Nous renforcerons également nos bases militaires sur place et nous allons certainement assurer la sécurité nationale dans le Nord »².

Cette déclaration souligne différents traits de la politique arctique de la Russie. Premièrement, les intérêts économiques sont étroitement liés au prestige politique, qui découle notamment de la puissance militaire. Deuxièmement, la Flotte du Nord, en particulier les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), constitue l'élément central de la puissance militaire russe dans le Grand Nord et est censée protéger les intérêts russes, y compris civils. Enfin, V. Poutine, qui entame un nouveau mandat présidentiel sous les

Les recherches de l'auteur sur la politique de sécurité et de défense de la Russie dans l'Arctique sont financées par le Conseil norvégien de la recherche (programme NORRUSS).

Traduit de l'anglais par Anne-Marie Giudicelli.

¹ Le document sur les fondements de la politique de la Fédération de Russie dans l'Arctique jusqu'en 2020 et au-delà a été approuvé en septembre 2008 par le président Medvedev. Il est accessible (en russe) sur le site du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, <www.scrf.gov.ru/documents/15/98.html>.

* Base de construction navale du Nord, note de la traductrice.

² Cet échange a eu lieu pendant la campagne présidentielle de la fin 2011, lors d'une rencontre de V. Poutine avec des dirigeants régionaux; <<http://premier.gov.ru/eng/events/news/17004/>>. Explorateur polaire et homme politique membre du parti Russie unie, A. Tchilingarov s'est fait connaître en Occident en 2007 lors de l'expédition russe « Arktika 2007 » où il a déposé un drapeau de la Russie sur le fond océanique au pôle Nord.

critiques, est, au-delà des intérêts gaziers, très attaché à la politique arctique qui revêt une forte dimension militaire et fait sans doute écho à ses convictions affirmées en faveur de « hard power ».

Alors qu'elle offrait la promesse d'une continuité dans la stabilité, la décision de Poutine de reprendre les rênes du pouvoir, annoncée en fanfare en septembre 2011, a déclenché une profonde crise politique qui est loin d'être résolue malgré un relatif apaisement depuis les élections de mars 2012. Cette crise aura des répercussions majeures et difficiles à évaluer sur l'ensemble du processus décisionnel, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de projets d'envergure pour le développement du Grand Nord³.

³ Le rapide développement de la recherche dans le domaine de la politique arctique russe depuis l'expédition de Tchilingarov en août 2007 a entraîné une série de publications dont la précieuse contribution d'E. Wilson Rowe (dir.), *Russia and the North*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009. La dimension militaire est examinée par M. Roi, « Russia: The Greatest Arctic Power? », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 23, n° 4, décembre 2010, p. 551-575. Différentes perspectives russes sont présentées dans A. Zagorskij (dir.), *Arktika: Zona Mira i Sotrudničestva* [Région arctique: zone de paix et de coopération], Moscou, IMEMO, 2011.

Question arctique et crise politique

Entre 2007 et 2008, la plus grande attention portée à l'Arctique par les dirigeants russes a coïncidé avec le cycle électoral qui a porté le tandem Medvedev-Poutine à la tête de la Russie. En revanche, lors des élections de 2011 et 2012, le thème de l'Arctique n'est quasiment pas apparu, principalement parce que les responsables politiques de tous bords, à l'exception peut-être de ceux du Caucase du Nord, s'accordaient sur le caractère essentiel du développement des régions septentrionales. Cela ne signifie cependant pas qu'ils soutiennent massivement les ambitions de Poutine sur l'établissement de la suprématie russe dans la région arctique ou qu'ils tiennent ses projets d'établir une puissance militaire dans l'extrême-Nord pour réalisables.

En réalité, les régions septentrionales sont très partagées sur les intentions de Moscou à leur égard, ce qu'ont confirmé les résultats des élections législatives. *Russie unie*, parti favorable à Poutine, a remporté trois quarts des suffrages dans le district autonome lamalo-Nenets, mais seulement un tiers au nord-ouest de la Russie, notamment dans l'oblast de Mourmansk, base de la Flotte du Nord⁴. C'est pourquoi le Kremlin a dû recourir à des mesures disciplinaires d'urgence, parmi lesquelles le remplacement du gouverneur de l'oblast d'Arkhangelsk, afin que les résultats des élections présidentielles soient plus conformes à ses attentes. Dmitri Dmitrienko, gouverneur de l'oblast de Mourmansk, a assuré que Poutine était le seul responsable politique qui comprenait l'importance de l'Extrême-Nord et assignait à sa région un rôle moteur dans le développement de l'Arctique⁵. Cette loyauté ne lui a pourtant pas permis de sauver son poste car il fut forcé de démissionner en avril, après seulement deux ans de mandat, pour céder sa place à Marina Kovtoun, qui a fait ses preuves au parlement régional. L'un des premiers gestes de Poutine, en mai, fut de remplacer Andreï Nelidov, gouverneur de la République de Carélie⁶.

⁴ H. Hale, « The Putin Machine Sputters: First Impressions of the 2011 Duma Elections » [Les ratés du dispositif poutinien : premières impressions des élections de 2011 à la Douma] in « Duma elections 2011 », *Russian Analytical Digest*, n° 106, 21 décembre 2011, <www.eurasiareview.com/23122011-putin-machine-sputters-first-impressions-of-2011-duma-election-campaign-analysis/>.

⁵ Voir « Dmitrienko: Putin is the Guarantor of Arctic Development », *Barents Observer*, 7 mars 2012.

⁶ Sur la redistribution des cartes dans la région de Mourmansk, voir O. Rakhimjanova, « Marina Kovtoun eto-krayne strannoe naznačenie » [L'étrange

Ce n'est pas le besoin urgent de restaurer la discipline politique qui a poussé le Kremlin à remplacer les gouverneurs à la hâte, mais les dispositions de la nouvelle loi sur leur mode d'élection, adoptée sous la pression de « l'opposition blanche » (du nom de la couleur des rubans, symboles des opposants à Poutine). Bien que très limitative, cette loi change néanmoins la dynamique politique dans de nombreuses régions, où les gouverneurs veillent dorénavant à ne pas provoquer de manifestations de masse et à se constituer des bases de soutien à l'échelle locale. Les régions riches en ressources naturelles comme celle de Tioumen ou la république des Komis ont les moyens de financer la stabilité politique, mais la plupart des régions septentrionales ne peuvent se le permettre. Les personnes récemment nommées dans leur région comme Marina Kovtoun à Mourmansk ou les responsables parachutés comme Alexandre Khoudilainen en Carélie, éprouveront donc des difficultés à s'assurer une crédibilité en ces temps de crise économique.

Dans la région de Mourmansk, les espoirs qu'avait suscités la mise en œuvre du projet Shtokman sont en train de tourner à la frustration car *Total* et *Statoil* ont différé leurs décisions d'investissement⁷. Dans l'oblast d'Arkhangelsk, ce sont les retards et les mesures d'économie dont souffre le vaste programme militaire de construction navale qui constituent la principale source de mécontentement, car cela pourrait déboucher sur un chômage technique de masse des employés du chantier naval de Severodvinsk. Le discours officiel sur l'extension de la coopération arctique et l'ouverture de la voie maritime du Nord suscite de plus en plus de scepticisme dans la région Nord-Ouest de la Russie, où les mouvements de protestation revêtent une importance « stratégique » en raison de l'intérêt attentif que leur portent les voisins nordiques de la Russie et du fait que la Flotte du Nord soit implicitement engagée dans la région et en subisse les conséquences. Au lieu d'être un « facteur de sécurité » et de servir de courroies de transmission fiables à l'usage du Kremlin, les unités militaires basées sur la péninsule de Kola sont en fait une source majeure d'instabilité politique.

nomination de Marina Kovtoun], *Moskovsky komsomolets*, 13 avril 2012, <www.mk.ru/politics/article/2012/04/13/693084-marina-kovtun-eto-krayne-strannoe-naznachenie.html>. Sur la Carélie, voir N. Bashlykova, « Aleksandr Khudilajnen poluchil itežitelny priz », [Le prix de consolation d'Alexandre Khoudilainen], *Kommersant*, 22 mai 2012, <www.kommersant.ru/doc/1940112>.

⁷ Fin mars, Poutine a rencontré les PDG de ces deux partenaires européens de *Gazprom* pour tenter de faire redémarrer le projet; voir A. Kireeva, « Putin to Press ahead with Shtokman, Paying the Price with Environmental Peril and Reckless Economics », *Bellona*, 16 avril 2012, <www.bellona.org/articles/articles_2012/Shtokman_reckless>. Sur la rencontre en mai entre H. Lund, PDG de *Statoil*, et V. Poutine; voir D. Belikov, « Shtokmany dobavili sročosti » [Urgence pour Shtokman], *Kommersant*, 26 mai 2012, <www.kommersant.ru/doc/1944294/print>.

Flotte du Nord et réforme militaire

Si la présidence de Dmitri Medvedev a été une déception pour un grand nombre de Russes aspirant à la modernisation du pays, elle a malgré tout marqué le lancement de réformes d'envergure dans les forces armées, secteur traditionnellement conservateur qui résiste aux changements⁸. Ces réformes ont permis d'enregistrer quelques avancées mais ont aussi généré de nombreuses difficultés. Il convient d'insister sur le fait que les forces navales et stratégiques ont été les deux secteurs militaires les moins touchés par les réformes engagées à l'automne 2008 par Anatoly Serdioukov, ministre de la Défense. Par ailleurs, selon les déclarations de Poutine sur le sujet, la dissuasion nucléaire reste l'axe principal de la politique de sécurité nationale⁹. Le président est bien conscient de la faiblesse de la planification stratégique, mais a tenu à souligner qu'aucun effort, y compris financier, ne serait épargné pour faire avancer les programmes prioritaires de modernisation, notamment en ce qui concerne le volet naval de la triade nucléaire. Cette dimension est la plus complexe techniquement et la plus onéreuse.

Difficultés du *Boulava* et du *Borey*

L'avenir des forces stratégiques navales reste à ce jour très incertain. Des 62 sous-marins stratégiques hérités des forces soviétiques, seuls six *Delta-VI* (projet 667BDRM *Delfin*) pourraient rester opérationnels d'ici 2020, alors que trois anciens *Delta III* (projet 667BDR *Kalmar*) devraient être démantelés. La nouvelle génération de croiseurs stratégiques (projet 955 *Borey*) a été développée dans les années 1980, et la tête de série a été mis sur cale en 1996, mais sa construction a duré 13 ans et ce n'est qu'en 2009 que le *Iouri Dolgorouki*, sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), a entamé ses essais en mer, lesquels sont toujours en cours. La source principale des retards a été la décision discutable

⁸ On trouvera l'étude plus détaillée de l'auteur dans P. Baev, « The Continuing Revolution in Russian Military Affairs » in M. Lipman and N. Petrov (eds), *Russia-2020: Scenarios for the Future*, Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2011.

⁹ Voir V. Poutine, « Byt silnym: garantii nacional'noy bezopasnosti dlâ Rossii », [Être fort: les garanties de la sécurité nationale pour la Russie], *Rossijskaâ gazeta*, 20 février 2012, <www.rg.ru/2012/02/20/putin-armiya.html>.

d'annuler la mise au point du missile *Bark* et de modifier la coque du sous-marin pour le missile R-30 *Boulava*, modification du missile terrestre SS-27 *Topol-M*. Le projet *Boulava* était supposé être moins coûteux et plus fiable, mais une série de tests ratés a mis en péril le plan de déploiement d'une escadrille de *Borey* initialement prévu en 2015. Ce n'est qu'avec le lancement réussi de deux missiles en décembre 2011 depuis le *Iouri Dolgorouki* que le projet a été remis sur les rails¹⁰.

Du point de vue médiatique, les retards du *Boulava* ont été une catastrophe sur laquelle le ministre de la Défense cherche toujours à communiquer. Il insiste sur le fait que les problèmes ont été surmontés et que le *Iouri Dolgorouki* et l'*Alexandre Nevsky*, second sous-marin de la série, (la cale a été posée en 2004, les essais en mer ont commencé en 2011) seront mis en service avant la fin 2012. Ce n'est qu'à cette condition que la Marine pourrait reprendre ses patrouilles stratégiques avec au moins un sous-marin nucléaire lanceur d'engins de la Flotte du Nord ou de la Flotte du Pacifique¹¹. Le très ambitieux programme de réarmement, approuvé en 2010, prévoyait que huit sous-marins de classe *Borey* devaient être construits d'ici 2020. Le vice premier ministre Dmitri Rogozine et l'amiral Vladimir Vissotsky, commandant en chef des forces navales, ont néanmoins surenchéri en annonçant en février 2012 que ce chiffre serait porté à dix¹². Cette accélération virtuelle correspond à la rhétorique agressive de V. Poutine pendant la campagne électorale, mais cadre mal avec le rythme adopté : les essais en mer du troisième sous-marin, le *Vladimir Monomakh*, dont la construction a débuté en 2006, n'ont par exemple toujours pas été lancés.

Même si ce programme demeure réalisable, le projet de déploiement en parallèle d'une nouvelle génération de sous-marins d'attaque nucléaires (projet 885 *Yassen*) laisse sceptique. Le sous-marin tête de série *Severodvinsk*, dont la construction a été lancée en 1993, a commencé ses essais en mer en 2010, tandis que la mise en service du second (le *Kazan*), dont la cale a été posée en 2010, reste à ce jour indéterminée¹³. Les chantiers navals de Komsomolsk-sur-Amour (*Amursky Zavod*) et de Nijni Novgorod (*Krasnoe Sormovo*) ayant interrompu la production de sous-marins, la construction des

¹⁰ V. Evseev, « Flot osnašaût eše odnoj groznoj âdernoj dubinkoj » [La marine s'équipe d'une nouvelle matraque nucléaire], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 10 février 2012, <http://nvo.ng.ru/armament/2012-02-10/8_flot.html>.

¹¹ Sur l'importance que la Russie attache à cet objectif, voir S. Konovalov, « Glavkom VMF ušel na boevuû glubinu » [La plongée dans les profondeurs du commandant des forces navales], *Nezavisimaya gazeta*, 6 février 2012, <www.ng.ru/politics/2012-02-06/1_vmf.html>.

¹² I. Safronov Jr., « Gosprogramma vooruženij priroslo "□senâmi" i "Boreâmi" » [Le programme d'armement de l'État s'enrichit du *Yassen* et du *Borey*], *Kommersant*, 7 février 2012. Vyssotsky a pris sa retraite en mai 2012, <www.kommersant.ru/doc/1867395/print>.

¹³ A. Hramčihin, « Bolše korablej horoših i raznyh » [Davantage de bâtiments, plus diversifiés et de meilleure qualité], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 17 février 2012, <http://nvo.ng.ru/armament/2012-02-17/7_ships.html>.

20 sous-marins projetés (10 de classe *Borey* et 10 de classe *Yassen*) se fera à Severodvinsk (*Sevmash Zavod*), qui devra se surpasser pour pouvoir honorer la commande, et ce même si les essais en mer se déroulent correctement (ce qui est loin d'aller de soi).

Excepté les problèmes de construction, il est peu probable que des équipages puissent être formés et entraînés en nombre suffisant pour autant de sous-marins et dans un laps de temps aussi court. En outre, alors qu'il est prévu de combiner conscription et armée de métier, c'est-à-dire professionnaliser un corps limité de sergents et d'aspirants, ce point essentiel de la réforme militaire n'a toujours pas été résolu. Pour assurer la nécessaire concentration des ressources et de la logistique, il aurait fallu réorganiser les forces navales stratégiques de façon à ce que tous les SNLE soient affectés à la Flotte du Nord¹⁴. La base sous-marine de Petropavlovsk-Kamchatsky est en effet complètement isolée et ne peut être ravitaillée que par mer à partir de Vladivostok, qui se trouve à 2 250 kilomètres de là, alors que les bases de la péninsule de Kola sont bien plus accessibles et mieux protégées. Cette logique stratégique a pourtant été rejetée par V. Poutine, décidé à poursuivre le déploiement des « croiseurs » nucléaires dans la zone Pacifique¹⁵. La crainte de paraître faible dans une région Asie-Pacifique en pleine expansion économique et où les forces navales sont l'un des facteurs essentiels du prestige national l'a emporté sur la rationalité militaro-économique.

L'achat de Mistral

La mission de la Flotte du Nord consistait par le passé à protéger le « bastion stratégique » de la mer de Barents (à partir duquel les SNLE peuvent opérer en toute sécurité) et à contrôler les voies de communication maritimes entre les États-Unis et l'Europe dans l'Atlantique Nord. Cette mission n'a plus vraiment de sens à l'heure actuelle, mais le projet d'une Marine capable d'opérer loin de ses bases, codifié dans la *Doctrine maritime de la Fédération de Russie jusqu'en 2020* adoptée en 2001, a franchi une nouvelle étape. Il s'agit pour l'instant uniquement de « battre pavillon » dans les ports cubains, vénézuéliens et, en 2011 et 2012, syriens, ainsi que de protéger les navires de commerce sur la « côte des pirates » de l'océan Indien¹⁶. Pour exécuter ces tâches, la Russie dispose d'une

¹⁴ Pour une argumentation en faveur de cette concentration, voir M. Barabanov, « A New Fleet for Russia – An Independent Vision », *Journal of Slavic Military Studies*, vol. 24, n° 1, janvier-mars 2011, p. 81-87.

¹⁵ V. Poutine, *op. cit.* [9].

¹⁶ Sur la « visite amicale » à Tartous (Syrie) en janvier 2012, voir P. Felgenhauer, « Finalnaâ gastrol avianosca Potëmkin » [La tournée d'adieu du porte-avions *Potemkine*], *Novaya gazeta*, 16 janvier 2012, <<http://old.novayagazeta.ru/data/2012/003/26.html>>. Sur le succès de l'opération de

poignée de navires de haute mer, parmi lesquels se distinguent deux bâtiments de surface appartenant à la Flotte du Nord, le porte-avions *Amiral Kouznetsov* et le croiseur nucléaire *Piotr Veliki*. Les amiraux russes se sont souvent exprimés sur la nécessité de renforcer la flotte par des navires à fort tonnage pour la projection de la force, en modernisant dans l'immédiat les trois vieux croiseurs nucléaires de classe *Orlan*, ou, à plus long terme, ce qui reste la solution privilégiée, en construisant plusieurs porte-avions¹⁷.

Aucune de ces deux propositions n'est techniquement réalisable, mais une nouvelle perspective s'est ouverte à la mi-2009 avec l'idée d'acheter à la France un ou plusieurs navires d'assaut amphibies de classe *Mistral* afin d'en faire des porte-hélicoptères. Dans un premier temps, les forces navales ont accueilli avec un certain scepticisme l'idée politique d'une « relation d'exception » entre Paris et Moscou. Leurs doutes se sont confirmés lorsqu'ils ont pris connaissance du manque de compatibilité entre ces navires ultramodernes et le reste de la Marine russe, alors même qu'ils gardaient en tête l'expérience malheureuse du déploiement de porte-hélicoptères de classe *Moskva* au sein de la Marine soviétique¹⁸. Puis l'idée a commencé à s'imposer qu'il s'agissait de la seule manière de renforcer des escadrons de plus en plus clairsemés par des navires de combat de première importance, et l'amirauté s'est mise à militer avec enthousiasme en faveur de la transaction, qui s'est conclue à la fin 2011.

La mise en chantier du premier bâtiment (le *Vladivostok*) a démarré à Saint-Nazaire le 1^{er} février 2012 avec une livraison prévue à la mi-2014 et le second (le *Sevastopol*) devrait suivre en 2015. La question n'est pas encore résolue pour les deux autres navires car le contrat stipule qu'ils seront construits en Russie, alors que tous les aéronefs et porte-hélicoptères soviétiques ont été bâtis à Nikolaïev, en Ukraine, dont l'activité est aujourd'hui réduite à sa plus simple expression. Le chantier naval de l'Amirauté à Saint-Petersbourg dispose d'un carnet de commandes très chargé pour des sous-marins diesel de fort tonnage (dont six de classe *Kilo* pour le Vietnam) et de pétroliers brise-glace ; celui de Kaliningrad est trop petit ; et celui de Komsomolsk-sur-Amour est situé à une trop grande distance pour une bonne coordination de la coopération avec Saint-

lutte contre la piraterie, voir A. Applebaum, « Somalia Pirates Clash with Russian Navy Reveals a Gap in Rule of Law », *Washington Post*, 18 mai 2010.

¹⁷ Sur la construction chimérique de nouveaux porte-avions, voir Y. Kirillov, « Proekcâ sily v okeane nevozmožna bez avianoscev » [Pas de projection de puissance sur les océans sans porte-avions], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 16 décembre 2011, <http://nvo.ng.ru/armament/2011-12-16/8_proektsia.html>. Sur les projets de réhabilitation des croiseurs, voir V. Litovkine, « Ržavoe zoloto krejserov » [L'or rouillé des croiseurs], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 7 octobre 2011, <http://nvo.ng.ru/history/2011-10-07/8_kreisery.html>.

¹⁸ Y. Kirillov, « Mistral, ko dvory li on našemy floty » [Le Mistral est-il adapté à notre Marine?], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 25 juin 2010, <<http://flot2017.com/index.php/item/monitoring/25689>>.

Nazaire. Le chantier de Sevmash Zavod reste donc le seul en lice, mais il est peu probable qu'il puisse mener de front les deux projets de construction, celui très lourd de sous-marins nucléaires et celui de cette nouvelle classe de navires¹⁹. À cet égard, l'expérience de la Marine indienne qui a réhabilité et modernisé le porte-avions *Amiral Gorshkov* (rebaptisé *Vikramaditya*) est loin d'être encourageante car le chantier a été marqué par de longs retards et de dépassements de budget considérable²⁰.

L'autre question en suspens est celle du lieu où les *Mistral* pourront être déployés efficacement. La Flotte de la mer Noire est probablement le meilleur choix, car elle doit se tenir prête à une démonstration de force face à un Caucase en perpétuel conflit et est la mieux située pour affirmer la présence russe en Méditerranée et lutter contre la piraterie dans le Golfe d'Aden. Le second choix se porterait sur la Flotte du Pacifique, censée démontrer que la Russie est capable de jouer son rôle dans la partie de « bataille navale » que représente le jeu de pouvoir maritime en Asie de l'Est. Quant à la Flotte du Nord, le récent crash d'un Ka-52 *Alligator* (hélicoptères supposés constituer la principale force aérienne des *Mistral*) a démontré que les hélicoptères russes étaient incapables d'opérer de façon sûre la nuit et dans de mauvaises conditions météorologiques²¹.

Par ailleurs, cette catastrophe confirme la faible probabilité que la Flotte du Nord puisse jouer un rôle majeur au sein de la Marine russe. Elle est en effet uniquement équipée pour soutenir le déploiement des SNLE. Si ce profil stratégique peut être étendu au cas où les États-Unis poursuivent leur projet de défense anti-missile et déploient des navires équipés de systèmes de détection *Aegis* améliorés en Arctique, la Flotte du Nord, basée à Severomorsk, est mal placée pour intervenir dans les Caraïbes ou en Méditerranée, sans parler de naviguer vers l'Est, le long du *Sevmorpout*, alors que les goulets d'étranglement des détroits de la Baltique et du Bosphore ne suscitent plus vraiment d'inquiétudes²². Le contrôle des ressources halieutiques ne requiert pas non plus de grands bâtiments de surface, les missions de recherche et de sauvetage sur les routes commerciales du Nord sont mieux assurées par les brise-glace civils

¹⁹ Voir « The First two *Mistrals* for the Russian Navy are Called *Vladivostok* and *Sevastopol* », *RIA-Novosti*, 1^{er} février 2012, <http://ria.ru/defense_safety/20120201/554039672.html> ; « Serdyukov: The Second Pair of *Mistrals* will be Build on the *Sevmash* » *RIA-Novosti*, 21 décembre 2011, <http://ria.ru/defense_safety/20111221/522758580.html>.

²⁰ Voir D. Litovkine, « Ne nado paniki, gospoda! » [Aucune raison de paniquer, Messieurs !], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 3 novembre 2011, <http://nvo.ng.ru/realty/2011-11-03/1_dont_panic.html>.

²¹ Voir V. Sychev, « Poterâl svâz », [Silence radio], *Lenta.ru*, 13 mars 2012, <<http://lenta.ru/articles/2012/03/13/ka52/>>.

²² Pour un argument élaboré sur le sujet, voir A. Khramchikhine, « Neprikrityj morskoy rubež » [Frontière maritime mal protégée], *Nezavisimaâ gazeta*, 30 novembre 2011, <www.ng.ru/nvo/2011-11-30/10_pro.html>.

et la notion de protection des ressources off-shore est hautement hypothétique.

Risques d'accident

La drame du *Koursk* en 2000 a entaché le début de l'ère Poutine et a clairement démontré que les déficiences de maintenance et de logistique touchaient même les nouveaux sous-marins et pouvaient tourner à la catastrophe en raison d'erreurs humaines dues à une insuffisance de formation des équipages. La construction sans cesse interrompue du *Youri Dolgorouky* et du *Severodvinsk* risque de peser lourdement sur leurs performances, tandis que la construction massive et précipitée des sous-marins de cette série, qui pourrait elle aussi être interrompue pour des raisons budgétaires, entraîne l'abaissement des normes de qualité requises et une application moins stricte du contrôle-qualité. La production en masse des missiles *Boulava* pourrait engendrer les mêmes problèmes. Il faut d'ailleurs noter à ce propos que sur 18 tests réalisés, 8 se sont soldés par un échec résultant de défauts techniques. Les opérations de patrouille sous-marine s'apparentent de plus en plus à une partie de roulette russe, mais toute défaillance des *Boulava* dans la série des tests prévus à l'été 2012, ou plus tard en phase de combat, retarderait considérablement l'introduction de la nouvelle génération de SNLE.

À la fin de l'année 2011, le SNLE *Ekaterinbourg* (K-84) a été victime d'un incendie dans la région de Mourmansk, alors qu'il faisait l'objet de réparations mineures en cale sèche avant une patrouille prévue quelques jours plus tard²³. Cet événement illustre de façon alarmante d'autres risques élevés qui pèsent sur la Marine. L'incendie n'a pu être maîtrisé qu'une douzaine d'heures après son déclenchement, avec l'inondation partielle du quai. Une catastrophe majeure a été évitée de justesse car le sous-marin était équipé d'une batterie complète de torpilles et de missiles nucléaires. D. Rogozine, vice-premier ministre en charge de l'industrie de défense, a suivi personnellement les réparations et promis que l'*Ekaterinbourg*, qui fut en son temps le sous-marin le plus performant de la Marine, serait remis en service au plus tard à la mi-2014, mais il est clair que l'incendie a été provoqué par des manquements aux règles de sécurité qui sont devenues monnaie courante à tous les niveaux du soutien logistique aux sous-marins nucléaires²⁴. Les États-Unis et les voisins nordiques de la Russie ont dépensé énormément d'argent, notamment au titre du programme de coopération Nunn-Lugar,

²³ Cet accident, minimisé par les autorités russes, est décrit de façon détaillée par M. Loukine et I. Safronov Jr., « Palenaâ lodka » [Incendie dans un sous-marin], *Kommersant-Vlast*, 13 février 2012, <www.kommersant.ru/doc/1867264>.

²⁴ Voir V. Litovkine, « Yekaterinbourg vernetsâ v stroi čerez dva goda » [Remise en service de l'*Ekaterinbourg* dans deux ans], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 27 avril 2012, <http://nvo.ng.ru/news/2012-04-27/2_missile_carrier.html>.

destiné à lutter contre les armes de destruction massive, pour démanteler de façon sécurisée des dizaines de réacteurs et de munitions et lutter contre la pollution radioactive générée sur la péninsule de Kola par la construction, à l'époque soviétique, d'une flotte de sous-marins stratégiques. Malheureusement, dans sa course à la restauration de sa grandeur stratégique, la Russie s'est aujourd'hui détournée de cette coopération et néglige le risque nucléaire.

Politique arctique

Vladimir Poutine, dont l'intérêt pour la géopolitique de l'Arctique s'explique par son implication profonde dans les questions gazières, a nuancé son discours en y ajoutant un accent écologique, et ce en raison de son aversion profonde pour la pollution environnementale (à proximité des stations de Norilsk par exemple) et de sa fascination pour les grands animaux, notamment les ours polaires²⁵. Ces sentiments ont été encouragés et exploités par plusieurs groupes de pression au sein du Kremlin, menés notamment par Sergueï Shoïgu, ancien ministre des Situations d'urgence (aujourd'hui gouverneur de la région de Moscou) et Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité et ancien directeur du FSB. Ces groupes poursuivent l'objectif d'étendre le territoire de la Russie en adjoignant à sa zone économique exclusive maritime plus d'un million de kilomètres carrés situés entre les crêtes sous-marines Lomonossov et Mendeleev²⁶. Ce plan est devenu le projet fétiche de Poutine mais, malgré leur empressement, les responsables politiques ne disposent pas encore des arguments scientifiques qui leur permettraient de soumettre une nouvelle proposition à la Commission des limites du plateau continental des Nations unies.

La principale pierre d'achoppement réside dans les objections de la part des pays voisins. C'est pourquoi la Russie est déterminée à établir des relations de coopération poussées avec le Conseil de l'Arctique et à améliorer ses relations bilatérales avec les pays de la région, notamment par le traité frontalier qui réglera le différend maritime qui l'oppose de longue date à la Norvège²⁷. Ces pays sont prêts à examiner les différentes options présentées par le Kremlin en faveur d'une coopération renforcée, même si Moscou fait complètement abstraction de certains thèmes tels que les droits des peuples autochtones, mais ils ne peuvent ignorer l'accent mis par la

²⁵ En novembre 2009, Poutine s'est institué président du conseil d'administration de la Société russe de géographie dont la troisième réunion en avril 2012 s'est tenue dans la discrétion, contrairement aux deux premières; voir K. Latouhina, K. Latuhina, "Kapitany grantov" [Capitaines des subventions], *Rossiyskaya gazeta*, 11 April 2012, <www.rg.ru/2012/04/11/putin-rgo.html>.

²⁶ Pour une présentation détaillée des prétentions russes, voir A. Fenenko, « Rossiâ i soperničestvo za peredel pripolârnnyh prostranstv » [La Russie et la concurrence pour un nouveau partage des espaces arctiques], *MEiMO*, n° 4, avril 2011, p. 16-29.

²⁷ Pour une analyse détaillée, voir I. Oldberg, « Soft Security in the Arctic: The Role of Russia in the Barents Euro-Arctic Region and the Arctic Council », *UI Occasional Paper 4*, Stockholm, UI, 2011, <www.ui.se/upl/files/52240.pdf>.

Russie sur la restauration de sa puissance militaire, de sorte que le plan d'expansion du rôle de l'OTAN dans l'Arctique reste d'actualité²⁸.

Potentiellement, c'est le début de l'exploitation des énormes réserves gazières de la péninsule de Yamal, notamment le gisement de Bovanenkovskoïe, qui devrait avoir l'impact le plus important sur la définition de la politique arctique de la Russie, même si cet impact a déjà été pris en compte dans la mesure où le projet a été repoussé de nombreuses fois. Ce que *Gazprom* et *Novatek* (qui œuvre en faveur de l'ouverture d'un terminal de gaz naturel liquéfié à Yamal) n'ont pas tardé à constater est que, même si la période est très propice, le marché gazier reste extrêmement compétitif et tributaire de la demande²⁹. Les coûts d'exploitation du gaz sont tellement élevés et leurs marges bénéficiaires par conséquent réduites qu'ils risquent de ne jamais amortir les investissements colossaux consentis dans un projet « stratégique », qui pourrait finalement se révéler économiquement peu rationnel. *Rosneft* risque également de voir retarder la mise en œuvre de ses récentes opérations conjointes de prospection du plateau arctique avec *Mobil*, *ENI* et *Statoil*, qui ont accru sa capitalisation boursière et pourraient se révéler utiles pour concrétiser l'ouverture partielle et frauduleuse de son capital aux intérêts privés³⁰. V. Poutine, lui, devra reconnaître que les hydrocarbures apportent peu en termes d'influence, mais qu'il convient à l'inverse de disposer de nombreux soutiens politiques afin d'empêcher que la part de la Russie s'amenuise sur le marché européen et pour inciter les partenaires occidentaux à s'engager dans des projets de coopération³¹. La prise en compte de cette réalité pourrait tempérer l'enthousiasme des élites russes à l'égard des projets arctiques.

Ce qui est certain est que le financement du programme massif de construction navale, notamment sur le site de Severodvinsk, sera une source majeure de controverse et nécessitera l'intervention personnelle de V. Poutine, qui a déjà exprimé son irritation face à la stagnation du projet. En 2010 et 2011, le ministre de la Défense, Anatoli Serdioukov, s'était engagé dans un long conflit avec *Obedinennaya Sudostroitel'naya Korporatsiya* (Corporation unifiée de chantiers navals) sur le coût de l'ensemble

²⁸ H. Haftendorn, « NATO and the Arctic: Is the Atlantic Alliance a Cold War Relic in a Peaceful Region Now Faced with Non-Military Challenges? », *European Security*, vol. 20, n° 2, septembre 2011, p. 337-362.

²⁹ L'idée d'un « âge d'or » gazier a été évoquée par l'Agence internationale de l'énergie; voir *World Energy Outlook 2011* (notamment p. 170-173), Paris, AIE, 2011.

³⁰ Sur la logique sous-jacente de ces opérations, voir I. Kezik et A. Grivač, « Vsem sestram po shelfu » [À chaque sœur son plateau], *Moskovskie novosti*, 26 avril 2012, <http://mn.ru/business_oilgas/20120426/316546369.html>; sur les projets de privatisation de Rosneft, voir V. Milov, « Russian Know-How—Privatization without Profit » *Forbes.ru*, 28 mai 2012, <www.forbes.ru/sobytiya-column/vlast/82520-rossiiskoe-nou-hau-privatizatsiya-bez-dohodov>.

³¹ Sur les promesses d'un régime fiscal aménagé, voir K. Melnikov, « Na shelfe otkroût off-šornuû zonu » [Ouverture d'une zone franche sur le plateau], *Kommersant*, 13 avril 2012, <www.kommersant.ru/doc/1914513>.

des projets de leur portefeuille, et notamment sur celui des sous-marins nucléaires. V. Poutine avait dû ensuite intervenir pour obtenir un compromis³². C'est aujourd'hui à Dmitri Rogozine de gérer ce conflit, mais il cherche bien plus à médiatiser son action qu'à résoudre la quadrature du cercle de la hausse rapide des coûts de production (qui intègrent nécessairement ceux de la corruption) et des frais fixes d'acquisition dans le budget de la Défense³³. Cet exercice était déjà difficile lorsque l'État finançait les programmes d'armement dans leur totalité, ce qui sera sans doute le cas pour la dernière fois en 2012, mais les lignes directrices fixées pour les prochaines années ne pourront guère être réalisées.

Alexeï Koudrine, ancien ministre des Finances, a refusé de travailler au sein du gouvernement Medvedev (et a, par conséquent, été dûment remercié) pour exprimer son désaccord avec la forte augmentation des sommes allouées au financement du réarmement dans le cadre d'un budget national à peine équilibré³⁴. Il a fait valoir que, sans réforme, le complexe militaro-industriel ne parviendra pas à absorber les fonds alloués en vue de lancer des programmes à grande échelle. À court terme, la faible augmentation des recettes (sans parler de leur éventuelle contraction en cas de chute des prix du pétrole) entraînerait des réductions budgétaires susceptibles de faire échouer ces projets dont les coûts de production augmentent régulièrement. Il est aujourd'hui très clair que l'État doit réduire ses dépenses, et alors que seuls certains programmes sociaux sont la cible de réductions budgétaires, des mesures drastiques devront inévitablement être prises dès 2013 dans le secteur militaire. La modernisation des forces stratégiques pourrait toujours être considérée comme la priorité absolue, mais il faudra, quoi qu'il en soit, réviser à la baisse des ambitions qui sont à l'heure actuelles totalement irréalisables.

³² A. Kolesnikov, « K borty OSK prišvarovalis' 280 milliardov » [Opération à 280 milliards de roubles pour la United Shipbuilding Corporation], *Kommersant*, 10 novembre 2011, <www.kommersant.ru/doc/1812186>.

³³ Sur les limites du dernier compromis, voir S. Konovalov, « Atomnym submarinam poobešali dostojnuû budžetnuû žizn » [Une vie budgétaire digne a été promise aux sous-marins nucléaires], *Nezavisimaya gazeta*, 28 mai 2012, <www.ng.ru/nvo/2012-05-28/3_kartblansh.html>.

³⁴ A. Koudrine a précisé sa position dans l'article « Bortom k volne » [Une vague contre le bord], *Kommersant*, 18 octobre 2011, <www.kommersant.ru/doc/1797533>. Lors du Forum Gaidar, début 2012, il a déclaré que c'était une erreur d'exclure le secteur de la défense des réformes du marché ; voir « Kudrin rasskazal počemy VPK ne smožet vypolnit' Gosoboronzakaz » [Koudrine a expliqué pourquoi les projets du complexe militaro-industriel sont irréalisables], *RBC Daily*, 19 janvier 2012, <<http://top.rbc.ru/economics/19/01/2012/634022.shtml>>.

Conclusion

Dans le cadre de la politique arctique russe, l'interaction entre les questions militaires, de politique étrangère et de sécurité nationale se caractérise par un certain nombre d'incompatibilités. Sa supériorité militaire et l'ambitieuse modernisation de ses forces stratégiques placeraient la Russie en position de force, ce qui devrait théoriquement lui permettre d'exercer une forte influence et de garder l'avantage dans l'Arctique. De plus, la forte densité d'unités navales et d'entreprises du secteur militaro-industriel dans les régions de Mourmansk et d'Arkhangelsk est censée apporter une base de soutien solide au régime de Poutine. Dans les faits, aucune de ces deux propositions ne s'est concrétisée. La militarisation russe éveille en outre la suspicion des pays arctiques voisins, qui appellent l'OTAN à accorder plus d'attention à son ancien « flanc Nord », alors que les risques techniques liés aux programmes nucléaires ramènent la Russie de nombreuses années en arrière. Les difficultés rencontrées dans le cadre de la réforme militaire provoquent le mécontentement dans les rangs des forces armées et en tout premier lieu parmi les officiers, tandis que les problèmes de financement du programme de construction navale entraînent des tensions sociales. L'éventualité que la grogne des ouvriers et des classes moyennes urbaines gagne la Marine fait de l'oblast de Mourmansk un « point chaud » à risque au niveau politique et fait planer le spectre des mutineries de 1905.

Très investi dans les intérêts du secteur pétrolier et la défense de l'environnement de la région arctique, Poutine n'a pas réussi à relever ces défis de façon convaincante. En fait, son attention s'est peu à peu reportée du Nord vers l'Est, et l'une de ses principales initiatives depuis qu'il est redevenu président a été la création d'un nouveau ministère peut-être dans l'objectif de mettre à terme sur pied une puissante société d'État destinée à développer la Sibérie et l'Extrême-Orient³⁵. Il existe cependant un bon espoir de pouvoir faire avancer les intérêts de la Russie dans le Nord, ce qui passe par une coopération renforcée avec les voisins arctiques. Medvedev s'était bien investi en signant le traité sur la frontière maritime avec la Norvège, mais Poutine s'est montré peu enclin à continuer sur cette

³⁵ Voir B. Grozovsky, « Doroga k rabstvu proekt osvoeniâ Sibiri i Dal'nego Vostoka » [Sur la voie de l'esclavage : projet de développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient], *Forbes.ru*, 24 avril 2012, <www.forbes.ru/sobytiya-column/vlast/81515-doroga-k-rabstvu-proekt-osvoeniya-sibiri-i-dalnego-vostoka>.

lancée et s'est dissocié de ce compromis « peu patriotique »³⁶. Son grand projet à lui, l'expansion du plateau continental de la Russie jusqu'au pôle Nord, ne pourra cependant aboutir qu'en coopération avec le Danemark et le Canada, et uniquement si les États-Unis s'abstiennent de soulever des objections comme ils l'avaient fait en 2001. La crise politique russe risque cependant de nuire au projet de Poutine d'élargir les liens basés sur la confiance personnelle et pourrait le pousser sur la voie de l'auto-isolement et provoquer des tensions avec l'Occident, ce qui n'augure rien de bon pour la politique arctique de la Russie.

³⁶ Sur le scepticisme russe à l'égard du traité, voir A. Oreshenkov, « Arctic Square of Opportunities » *Russia in Global Affairs*, vol. 9, n° 4, décembre 2010, <<http://eng.globalaffairs.ru/number/Arctic-Square-of-Opportunities-15085>>.